

Résistances et propositions citoyennes à Pointe-Saint-Charles

Karine Triollet

Numéro 804, septembre–octobre 2019

À qui la ville ? Les défis d'une ville solidaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91732ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Triollet, K. (2019). Résistances et propositions citoyennes à Pointe-Saint-Charles. *Relations*, (804), 24–24.

RÉSISTANCES ET PROPOSITIONS CITOYENNES À POINTE-SAINT-CHARLES

Karine Triollet

L'auteure est la coordonnatrice d'Action-Gardien, la Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles

Ancien quartier ouvrier du sud-ouest de Montréal, Pointe-Saint-Charles subit de plein fouet les effets d'un mode de développement axé sur les grands projets immobiliers, l'extension du centre-ville et le marché spéculatif. En résistance à ce développement déconnecté de la réalité d'une grande partie de la population, le réseau communautaire de Pointe-Saint-Charles milite pour faire reconnaître le droit à la ville et pour que la revitalisation du quartier se fasse en réponse aux besoins, intérêts et aspirations des personnes qui y résident. Affirmant qu'il est nécessaire et légitime que la population intervienne sur les enjeux d'aménagement urbain, Action-Gardien vise à renforcer le pouvoir d'agir collectif et le contrôle, par la communauté, de ses conditions de vie.

L'avenir du secteur Bridge-Bonaventure, et plus particulièrement du bassin Peel, est au cœur des enjeux auxquels le quartier est actuellement confronté. Après avoir été convoité par Loto-Québec pour y déménager le Casino, en 2005, ce sont maintenant les promoteurs Stephen Bronfman et Devimco qui cherchent à accaparer le site, en grande partie propriété de la Société immobilière du Canada.

Alors que la Ville de Montréal amorce un processus de consultation publique sur la vocation de ce secteur industriel, plusieurs voient déjà comme un fait accompli l'implantation d'un stade de baseball accompagné d'un complexe immobilier prolongeant Griffintown et d'une station du Réseau Express Métropolitain (REM) conçue sur mesure. La visée des promoteurs est claire : le gouvernement fédéral devra se départir d'un terrain public stratégiquement situé et la Ville de Montréal accorder un zonage très permissif pour la construction de tours luxueuses. Le développement résidentiel rentabilisera le stade, Devimco investira dans la station du REM et la Caisse de dépôt et placement du Québec, dans les développements immobiliers. « Tout le monde » y gagnera avec la stratégie de captation de la plus-value foncière. Et si le stade ne se réalisait finalement pas, il aurait alors été le prétexte à la cession du terrain à des investisseurs.

À l'heure où la rareté des appartements abordables marque l'actualité, il est indécent de voir investisseurs et chroniqueurs saliver à l'idée qu'un des derniers terrains publics de Montréal soit bradé à des intérêts privés. À l'opposé, Action-Gardien se prononce fermement pour l'utilisation de terrains excédentaires fédéraux à des fins publiques et collectives. Une fois de plus, deux visions s'affrontent.

Fidèle à sa tradition de consultations autonomes, Action-Gardien a débuté la mobilisation par une Opération populaire d'aménagement (OPA), ce qui permet de valoriser l'expertise citoyenne et de participer activement au débat public sur la base d'une vision partagée le plus largement possible. En mai 2019, après des visites de terrain, des ateliers dans les organismes et des journées portes ouvertes pour s'approprier les enjeux, une centaine de résidentes et de résidents se sont réunis une fin de semaine pour réfléchir sur l'avenir du secteur. Loin des mégaprojets, les équipes ont imaginé un milieu de vie inclusif à échelle humaine, avec du logement communautaire, des espaces collectifs, des projets de verdissement, de jardinage urbain, de transport actif, des services et des équipements qui font défaut dans le quartier. La mise en valeur du patrimoine, le renforcement de la vocation d'emploi, l'élimination de la circulation de transit et l'accès aux berges figuraient dans toutes les propositions. En collaboration avec l'UQAM, un plan d'ensemble réunissant les idées fortes est en préparation.

Mais les récentes luttes urbaines nous ont démontré qu'au-delà de l'élaboration de propositions et de la participation aux consultations publiques, diverses stratégies sont nécessaires pour créer un rapport de force et tenter de réaliser ce dont les citoyens – et non les promoteurs – ont besoin. Ce fut le cas lors de l'opposition qui a mené à l'échec du projet de déménagement du Casino ou lors de la mobilisation d'une décennie pour la réhabilitation des anciens terrains du CN, vendus au groupe MACH, qui a permis l'abandon d'éléments très contestés et la cession gratuite d'un atelier ferroviaire – le Bâtiment 7 – à un collectif militant qui le convertit en espace autogéré.

La mobilisation pour l'avenir de Bridge-Bonaventure se développe. Elle inclura d'inévitables pressions populaires contre le projet de stade de baseball à la rentabilité douteuse accompagné de condos, d'hôtels, de services de divertissement et de consommation de masse, ainsi que d'une circulation routière accrue. Elle exigera une participation active aux consultations de l'Office de consultation publique de Montréal, l'obtention d'engagements des partis politiques lors des élections fédérales, et enfin un immense travail de représentation auprès des acteurs publics pour les convaincre d'utiliser tous les leviers disponibles pour rendre possible notre projet collectif.

Tout cela avec de petits moyens, dérisoires comparés à ceux des forces immobilières en présence. Nous sommes certes déterminés, mais lucides quant à notre capacité d'agir et quant à la nécessité d'affirmer que la responsabilité de garantir le développement d'une ville en faveur des intérêts collectifs relève clairement des pouvoirs publics. Le rouleau compresseur du marché spéculatif et de la gentrification a déjà fait son œuvre dans notre quartier et continuera de sévir si la logique actuelle du développement n'est pas inversée et tant qu'on ne posera pas sérieusement la question suivante : à qui appartient la ville et ses quartiers ?